réfugiés. Non, ce n'est pas qu'ils sont contre les réfugiés, c'est justement, ils ne comprennent pas comment des groupes peuvent arriver à nos frontières et ces gens-là, qui sont des bons citoyens canadiens, qui ont de la propriété, qui ont même des entreprises, qui sont prêts à donner leur maison, tout ce qu'ils ont, afin que leurs parents puissent arriver au Canada, doivent attendre durant une certaine période de temps et dans 95 p. 100 des cas, monsieur le Président, ils n'ont même pas la permission d'entrer. Et donc, ils sont obligés justement d'utiliser cet outil illégal, si vous voulez, de dire: Nous sommes des réfugiés. Peut-être que cette honorable Chambre serait étonnée de dire qu'il y a même des réfugiés d'origine italienne. On en est rendu là, monsieur le Président. Pourquoi? Justement, on a tellement fermé les portes au Canada, que les gens qui veulent venir au Canada doivent se déclarer réfugiés. Il n'y a pas d'autres moyens, à moins que vous ayez de l'argent. Pour arriver au Canada, il faut avoir de l'argent en masse ou être réfugié.

Donc, monsieur le Président, si on pouvait avoir une politique qui permettrait, soit aux vrais réfugiés de venir au Canada et d'être protégés, mais soit aussi à des gens qui ont tous les qualificatifs pour être de bons Canadiens, qui ont des parents, qui ont de la famille au Canada, de rentrer sans avoir recours à des méthodes irréalistes et souvent illégales.

Monsieur le Président, c'est pour cela que nous, du parti libéral, nous opposons au projet de loi C-84. Parce que justement, le projet de loi C-84, le projet de loi C-55 ne règlent pas ce problème que nous vivons actuellement au Canada. Pourquoi le gouvernement n'adresse-t-il pas cette politique d'immigration, toute la question de l'immigration qui est si vitale pour le Canada? Monsieur le Président, je l'ai déjà dit dans cette Chambre, lors de la deuxième lecture de ce projet de loi. Moi-même, si nous avions eu, en 1958, la politique d'immigration, ce qui est proposé dans C-84 et ce qui est proposé dans C-55, monsieur le Président, je ne serais pas ici aujourd'hui au Canada et dans cette Chambre justement à parler de politique d'immigration. Voilà le problème que nous avons, monsieur le Président. Nous ne pouvons pas, comme pays si grand, si vaste, si généreux, permettre d'avoir des lois si restrictives, si punitives, comme le projet de loi C-84.

Bien sûr, les collègues du côté du gouvernement disent: Bon, vous, les libéraux, critiquez. Qu'est-ce que vous auriez proposé? Voilà, monsieur le Président, je crois tellement importante, vitale, la politique de l'immigration au Canada que je me permets aussi de vous dire quelle est la position du parti libéral, une position claire, une position tolérante, une position qui reflète justement le caractère unique du Canada.

• (1350)

Nous, définitivement, que ce soit clair, déplorons que certains consultants peu scrupuleux et autres profiteurs de même acabit abusent de notre système d'examen du statut de réfugié. Nous appuierons tous les mesures raisonnables visant à retourner les personnes qui profitent des réfugiés et du système. Sachez cependant que la Loi contient déjà certaines mesures qui permettent au gouvernement de poursuivre ces personnes. Il faudra donc s'assurer que les nouvelles mesures sont meilleures que les mesures déjà existantes.

Les articles 19 à 32 de la Loi de 1976 sur l'immigration déclarent inadmissibles au Canada les personnes ayant un casier judiciaire ou susceptibles de se

Immigration—Loi

livrer à des activités criminelles. Avant d'être expulsées, en vertu de ces articles, les personnes concernées doivent bénéficier d'une audience. Les paragraphes 95(i), (j) et (n) prévoient également que les consultants et autres profiteurs seront poursuivis.

Le paragraphe 95(n) qui avait été invoqué pour poursuivre le capitaine du navire *Amélie* prévoit pour l'auteur d'un acte criminel une amende ne devant pas dépasser 5 000 \$, ou une peine de prison inférieure à deux ans, ou les deux à la fois. Dans le cas d'une déclaration sommaire de culpabilité, le paragraphe prévoit une amende ne dépassant pas 1 000 \$, ou une peine de prison inférieure à six mois, ou les deux à la fois. Par ailleurs, on pourra invoquer les articles du Code criminel relatifs aux fraudes.

Donc, monsieur le Président, le gouvernement avait quand même une loi pour prendre des mesures pour faire respecter la loi sur l'immigration des réfugiés au Canada. Ce n'est pas une urgence parce que 174 personnes sont arrivées sur nos côtes. Dans le passé, monsieur le Président, on a reçu des centaines de milliers de réfugiés au Canada. Pourtant, nous n'avons jamais eu à en arriver à ce moyen de convoquer la Chambre des communes en période estivale. Pas que je n'aimerais pas être ici, mais définitivement, comme tout député, nous avions planifié nos activités pour l'été afin de rencontrer nos électeurs, et aujourd'hui nous sommes ici à discuter justement d'un problème dont le gouvernement avait les outils pour le régler. Y aurait-il d'autres raisons? Je n'aimerais à ce moment-ci discuter des raisons de ce gouvernement parce que pour moi toute la question de l'immigration des réfugiés, je pense que c'est un problème important au Canada, et je vais en profiter durant le temps de parole qui m'est alloué pour parler là-dessus.

Monsieur le Président, j'aimerais dire que nous, quand nous étions au gouvernement, à partir de 1980, l'ancien ministre de l'Emploi et de l'Immigration, l'honorable député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) avait justement reconnu à ce moment-là la crise, les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui. Des études avaient été faites et des changements avaient été recommandés officiellement dès 1984 par Ed Ratushny, et en 1985, par le rabbin Plaut, tous deux nommés par le gouvernement libéral, avant que le problème des réfugiés ne prenne la forme d'une véritable crise. Donc, monsieur le Président, nous, en tant que libéraux, demandons l'instauration d'un système plus rapide de détermination du statut de réfugié, dont l'accès soit néanmoins universel. Nous continuerons d'exiger deux garanties minimales: 1) une audience pour chaque demandeur de statut de réfugié (garantie jugée nécessaire par la Cour suprême du Canada en 1985, dans l'affaire *Singh*) et 2) le maintien de notre engagement international en tant que signataire de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés à ne jamais expulser un demandeur vers un pays où il serait susceptible d'être en danger. Nous ne pouvons accorder notre appui à aucune loi qui n'offrirait pas ces deux garanties.

Nous demandons également une définition plus large de la catégorie familiale qui correspond mieux à la notion de famille élargie de bon nombre d'immigrants. Pour beaucoup d'entre eux, il est tout à fait normal qu'un cousin vive sous le même toit et soit considéré comme un membre de la famille immédiate. Monsieur le Président ici nous parlons de cousins, mais à l'heure où l'on se parle, ni frères ni soeurs n'ont la possibilité d'être admis au Canada. Souvent même les parents—je n'oublierai jamais mon premier cas de comté dans le domaine de l'immigration. Je n'avais même pas encore de meubles dans mon bureau de circonscription et voilà qu'un monsieur vient me voir et dit: J'ai un problème. Ma mère a 75 ans, je l'ai fait